

**Madame Renée AUPETIT**  
**Commissaire-enquêteur**

SMEP Grand Sud  
135 rue Benjamin Hoarau  
97430 LE TAMPON

Saint-Denis, le 25 octobre 2019

**Objet** : projet de SCOT du Grand Sud arrêté le 23 avril 2019 en enquête publique

Madame le commissaire-enquêteur,

Initié il y a 15 ans, le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Sud a été arrêté le 23 avril 2019 par le comité syndical du SMEP. Il fait actuellement l'objet d'une enquête publique au titre de l'article L143-22 du Code de l'urbanisme.

La formalisation d'un projet de territoire partagé et la mise en cohérence des politiques sectorielles d'aménagement à l'échelle du Sud apparaissent depuis 20 ans comme une urgence permanente et une nécessité toujours plus prégnante. Le Grand Sud concentre en effet de nombreux enjeux liés aux ressources du territoire à préserver, aux dynamiques urbaines à organiser, à la croissance économique à stimuler.

Le Grand Sud se distingue notamment par la diversité et la richesse de ses territoires ruraux, supports de fonctions environnementales, sociales, productives et économiques. Le bassin Sud est également le siège des principales entreprises agroalimentaires de l'île, premier secteur industriel de La Réunion. Pour la filière canne-sucre-rhum-énergie et ses 18 300 emplois, le Grand Sud est un territoire de premier poids. La sucrerie du Gol, ses cinq plateformes de réception et les industries de valorisation des co-produits (la distillerie Isautier, la centrale thermique du Gol, la turbine à combustion de Saint-Pierre) s'y sont développés. L'ancrage territorial de la filière canne-sucre y est donc important. Le Grand Sud représente d'ailleurs 45% des surfaces et de la production cannière de l'île et 55% des exploitations.

Face aux enjeux présents et à venir d'ici à 2035, l'écriture et la mise en œuvre d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) doivent impulser une inflexion déterminante en vue d'assurer ou de restaurer, sur le territoire du Grand Sud, les grands équilibres territoriaux selon l'énoncé de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme. La lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation excessive des sols, tout comme l'évolution des modes d'aménagement pour produire des centralités urbaines plus fonctionnelles, denses, attractives et sobres sont des priorités des politiques publiques nationales et du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) adopté en 2011. Le SCOT Grand Sud doit se les approprier.

Or notre lecture et notre analyse du projet de SCoT arrêté révèlent des faiblesses majeures touchant :

- au défaut de cohérence interne du document,
- au non-respect des exigences réglementaires et des documents d'orientation ou de planification de portée supérieure,
- à l'impossibilité d'une déclinaison opérationnelle à l'échelle d'application du SCoT des enjeux d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, la protection des milieux et des paysages naturels.

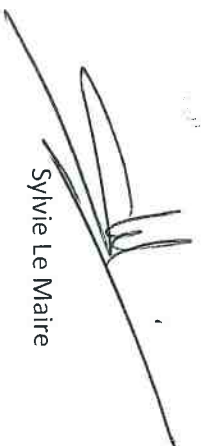
La note jointe à ce courrier détaille nos observations et nos demandes de modifications pour éviter des prescriptions inopérantes pour les espaces et les activités agricoles ainsi que des extensions urbaines non justifiées engendrant une consommation foncière excessive.

La nature fondamentale et le volume conséquent des réserves que nous émettons, tout comme celles exprimées dans les avis des institutions joints au dossier d'enquête publique interrogent sur l'opportunité même d'amener ce projet en l'état jusqu'à l'enquête publique. Ce projet arrêté de SCoT révèle, en effet, d'importants manquements au code de l'urbanisme. Ces lacunes mettent en jeu la sécurité juridique du document et portent sur l'économie générale et la sincérité du projet.

Il nous semble que les ambiguïtés et la fragilité de l'expression du projet de territoire et de sa déclinaison en orientations prescriptives efficaces ne sauraient être levées ou corrigées précipitamment par le Conseil Syndical du SMEP, dans le temps restreint disponible entre le terme de l'enquête publique et l'approbation du SCoT.

Compte tenu des enjeux et de la portée du SCoT, nous souhaitons que ce projet soit retravaillé en profondeur avec la contribution des personnes publiques associées, des acteurs institutionnels et socio-économiques. Par conséquent nous demandons l'interruption de la procédure d'approbation au profit du travail et d'un nouvel arrêt ultérieur d'un projet de SCoT partagé et ambitieux.

Je vous prie d'agréer, Madame le Commissaire enquêteur, l'expression de mes sincères salutations.



Sylvie Le Maire  
Délégue Générale

## PROTOCOLE D'ACCORD TRIPARTITE VISANT LA PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION DE CANNE PLANTEURS – INDUSTRIELS – ETAT

Conclu entre,

D'une part,

- Jean-Luc MARX, Préfet de la région Réunion, agissant au nom de l'Etat,

Et d'autre part,

- Jean-Bernard GONTHIER, président de la Chambre d'Agriculture,
- Jean-Yves MINATCHY, co-président du Comité Paritaire Interprofessionnel de la Canne et du Sucre, représentant les planteurs,
- Florent THIBAUT, co-président du Comité Paritaire Interprofessionnel de la Canne et du Sucre, représentant les industriels,
- Philippe LABRO, président du Syndicat du Sucre.

**Considérant** la convention canne de La Réunion 2006-2015 qui reprend les engagements des industriels, des planteurs et de l'Etat et notamment son article 7,

**Considérant** que le transfert de propriété de la canne entre les planteurs et les industriels s'effectue sur les 13 centres de réception, répartis sur l'île, au cœur des bassins canniers. Deux de ces centres sont situés dans les usines en fonctionnement et les onze centres de réception extérieurs.

**Considérant** que les planteurs ont la charge du transport des cannes de leur champ jusqu'au centre de réception le plus proche, et que les industriels assurent l'exploitation des centres de réception et le transport des cannes des centres jusqu'aux sucreries,

**Considérant** que cette organisation est un élément déterminant de l'équilibre économique entre les planteurs et les industriels,

**Considérant** qu'il est impératif de développer la compétitivité de la filière canne-sucre et notamment de limiter les coûts logistiques des planteurs comme des industriels,

**Considérant**, par ailleurs, que ces centres de réception sont historiquement localisés sur le site d'anciennes sucreries, au cœur des bassins canniers actuels, et que, par conséquent, cet emplacement est optimal pour l'économie générale de la filière,

✓ 07

**Considérant** que la prise en compte de l'intérêt économique et social que représente cette filière pour le territoire de La Réunion impose de protéger ces centres de réception indispensables à son bon fonctionnement,

**Vu** les discussions interprofessionnelles, qui ont conduit au présent accord, du 12 novembre 2013.

**Il est convenu ce qui suit**

**1. Objet**

Le présent protocole d'accord, associant l'Etat, les Industriels, la Chambre d'Agriculture, et le Comité Paritaire Interprofessionnel de la Canne et du Sucre de La Réunion, a pour but de consolider et sécuriser l'ensemble de l'organisation logistique du transport de la canne dans le respect impératif de compétitivité de la filière. Ce dispositif intègre les étapes suivantes : transport champs- centres de réception, fonctionnement des centres de réception, transport centres de réception -usine.

A cette fin, il décrit les moyens mis en place pour assurer la pérennité de l'ensemble des centres de réception des cannes actuels, à l'exception du centre de La Mare dont le déplacement est prévu au titre du présent protocole.

**2. Etat des lieux des centres de réception actuels (Cf. annexe I)**

13 centres de réceptions sont concernés par ce présent protocole:

Bassins de production	Centres de réception	Propriétaire du foncier
Beaufonds	Beaufonds	TEREOS OI
	Ravine Glissante	TEREOS OI
	Pente Sassy	Tiers
Bois Rouge	Bois Rouge	TEREOS OI
Savanna	Grand Pourpier	TEREOS OI
	Tamarins	Tiers
	Stella	TEREOS OI
	Le Gol	TEREOS OI
Gol	Casernes	TEREOS OI
	Grands Bois	TEREOS OI
Grands Bois	Langevin	TEREOS OI
	Baril	TEREOS OI

Le centre de réception de La Mare (bassin de production de Bois-Rouge) qui fait l'objet d'un article spécifique 7 ci-dessous.

61  
58  
1

### 3. Champs d'application

Les Industriels, les planteurs et L'Etat, conviennent que la protection des centres de réception est d'intérêt général pour La Réunion, et qu'il est nécessaire de protéger leur fonctionnement notamment sur le plan foncier.

Dès lors, les signataires du présent protocole s'engagent mutuellement à :

- S'assurer de la prise en compte de l'existence et de la fonctionnalité des centres de réception dans les projets de développement et d'aménagement du territoire, et notamment lors de l'élaboration des documents d'urbanisme: Schéma d'Aménagement Régional (SAR), Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et Plan Local d'Urbanisme (PLU), etc.
- Réaliser des actions conjointes dans la défense des intérêts communs concernant la protection des centres de réception et de la logistique relative au transport de la canne, à chaque fois que les circonstances l'exigent,

### 4. Engagement des industriels et des planteurs

- Les industriels et les planteurs s'engagent à communiquer tous les éléments nécessaires auprès des collectivités responsables pour qu'elles prennent en compte et pérennisent les centres de réception et la logistique de transport qui en découle dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, et notamment des PLU.
- Les industriels s'engagent à gérer en bon père de famille l'ensemble du parc des centres de réception afin de maintenir et optimiser (dans la mesure du possible) leur fonctionnement et permettre le bon déroulement des campagnes sucrières.

### 5. Engagement de l'Etat

Conformément au code de l'urbanisme (art L 121.2 et R 121.1), le Préfet s'engage dès à présent, à porter à la connaissance des collectivités locales engageant une procédure d'élaboration ou de révision de documents d'urbanisme, toutes les informations relatives aux centres de réception afin que ces collectivités prennent en compte le caractère d'intérêt général de ces investissements structurants pour la filière canne - sucre.

De plus, l'Etat s'inscrit dans une démarche de protection des centres de réception (balances) au travers de Programmes d'Intérêt Général (PIG).

Dans une première étape les trois sites suivants sont identifiés :

- Langevin sur la commune de St Joseph
- Grand Bois sur la commune de St Pierre
- Stella sur la commune de St Leu

Et feront l'objet d'une telle protection, à titre expérimental.

Dans une seconde étape, une fois cette expérimentation menée, la généralisation des PIG sera engagée sur les autres sites.

    JB



## 6. Clauses exceptionnelles de déplacement d'un centre de réception

Le présent protocole vise à éviter le déplacement des centres de réception existants.

Si, à titre exceptionnel, pour une raison extérieure aux besoins de la filière, un centre de réception devait être déplacé, ce déplacement ne pourra se faire qu'en accord avec l'ensemble des signataires de ce protocole et dans le respect des conditions suivantes :

- Respect de la sécurité et de l'environnement,
- Pérennité de la solution retenue, notamment en appliquant le point 5 ci-dessus,
- Renforcement de la compétitivité des acteurs de la filière, planteurs, comme industriels,
- Respect des surfaces agricoles.

Dans ce cadre, le financement nécessaire à la réalisation du déplacement devra être assuré par la collectivité à l'origine de la sollicitation.

De son côté, l'Etat s'engage à mobiliser les dispositifs financiers en vigueur afin d'en minimiser les coûts.

Ces coûts d'investissements comprennent : l'acquisition foncière, les études préalables, si nécessaires, l'aménagement du centre de réception ainsi que les équipements nécessaires.

En outre, le terrain proposé en remplacement devra satisfaire aux exigences techniques de livraison de canne et être validé par les planteurs et les industriels en Commission Mixte d'Usine. Le nouveau site choisi devra de plus être en accord avec le document d'urbanisme de la commune et ne pas entraîner d'atteinte aux terres agricoles.

## 7. Cas particulier de la Mare

Le propriétaire du terrain sur lequel est exploité le centre de réception de la Mare a signifié par courrier en 2011 sa décision de mettre fin à l'occupation des lieux. Après discussion entre le propriétaire, l'Interprofession et l'Etat, une solution transitoire a été trouvée pour permettre le déroulement des campagnes 2012 et 2013.

La situation de la Mare constitue donc un cas particulier dans la mesure où le retrait du droit d'utiliser le centre de réception est antérieur à la signature du présent protocole.

Les parties signataires conviennent de mettre en place un nouveau centre de réception dans le respect des conditions prévues à l'article 5 ci-dessus.

Ce nouveau centre fera l'objet des protections prévues à l'article 5 (engagement de l'Etat) ci-dessus.

Handwritten notes and signatures at the bottom left of the page, including the letters "KB" and a signature.

## 8. Pilotage et suivi de ce protocole d'accord

Les parties signataires du présent protocole se réuniront autant que de besoin et au minimum deux fois durant la convention canne pour évaluer la bonne application du protocole d'accord.

Les modalités de mise en oeuvre du présent protocole seront définies en concertation avec les communes concernées. Elles seront associées au comité de pilotage.

Les observations et recommandations formulées par ce comité de pilotage sont communiquées par un procès-verbal, après chaque réunion, à chacune des parties signataires.

## 9. Durée de la convention

Le présent protocole d'accord prend effet à sa signature pour une première période de 12 ans et sera ensuite renouvelé pour des périodes successives équivalentes par tacite reconduction sauf dénonciation expresse par l'une ou l'autre des parties signataires au moins un an avant l'expiration de chaque période contractuelle.

Saint-Denis, le 24.MAR. 2014


Le Président du Syndicat du Sucre

  
Philippe LABRO

Le Président de la Chambre  
d'Agriculture

  
Jean-Bernard GONFIER

Le Co-Président planteur CPCS

  
Jean-Yves MINATCHY

Le Co-Président industriel CPES

  
Florent THIEBAULT

Le Préfet

  
Jean-Lud MARX

## ANNEXE I

## Etat des lieux des centres de réception des cannes à sucre

[illegible]